

NOS 15 PROPOSITIONS

Les mesures qui favoriseraient des créations d'emplois

MESURES SOCIALES

LIMITER AU MAXIMUM LES LICENCIEMENTS

En Allemagne, un plan de maintien des emplois a concerné 1.500.000 salariés qui, en moyenne, ont **baissé de 31 % leur temps de travail**. L'Etat a complété la baisse de salaire.

SECURISER LES PRECAIRES

Prolonger l'indemnisation des salarié(e)s au chômage.

Aider efficacement à la formation et à la reconversion.

Il faut aussi améliorer l'indemnisation des artisans ou des patrons de PME en difficulté.

LUTTER CONTRE LES DELOCALISATIONS

Imposer le respect des normes sociales et environnementales dans le commerce mondial en refusant le TAFTA (Traité transatlantique) et en convoquant **un nouveau Sommet de Philadelphie**.

LA TRANSITION ENERGETIQUE CREERA DES EMPLOIS

ISOLER TOUS LES BATIMENTS

Rendre obligatoire un vrai diagnostic thermique et les travaux d'isolation nécessaires, à chaque fois qu'un appartement ou une maison change de main.

DEVELOPPER DES ENERGIES RENOUVELABLES

Le développement des énergies renouvelables a déjà permis de créer 350.000 emplois en Allemagne. Pourquoi, la France ne peut-elle pas investir autant que l'ont fait les Danois ou les Allemands ?

ACCELERER LE REBOISEMENT

NEGOCIER UN AUTRE PARTAGE DU TEMPS DE TRAVAIL

Actuellement, le partage du travail est très inégal : ceux qui ne travaillent pas, ceux qui travaillent à temps partiel et ceux qui travaillent plein-pot . Ce partage du travail profite essentiellement aux actionnaires dont les revenus n'ont jamais été aussi élevés.

Augmenter la productivité ne créera pas assez d'emplois car la France est l'un des tout premiers pays du monde en terme de productivité. Cette productivité est due en partie à l'automatisation croissante qui remplace des emplois.

Le temps du débat et le temps de la négociation sont fondamentaux.

DEVELOPPER L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

L'Économie Sociale et Solidaire représente déjà aujourd'hui plus de 10 % des salariés.

Pour qu'elle soit profitable à des créations d'emplois de proximité, il faudra :

1/ **Une loi de programmation** qui définira les principales règles de base et fixera ses objectifs prioritaires d'investissement et de développement.

2/ *des contrats de plan Etat-Régions pour donner à tous l'accès à un habitat et aux soins médico-sociaux.*

3/ **Une démocratisation des pouvoirs à tous les niveaux** par la participation des toutes les parties aux processus de décision (notamment par celle des salariés dans la gouvernance des entreprises), par la transparence des rémunérations et la réduction de leurs écarts, par la lutte contre les exclusions.

Les 15 propositions au complet sont à découvrir sur le site
<http://www.collectif-roosevelt.net>

DEVELOPPER DES MONNAIES COMPLEMENTAIRES

L'utilisation de ces monnaies complémentaires permettrait de valoriser certaines richesses sur le plan local, qui devraient permettre de créer des emplois de proximité.

LE FINANCEMENT

En Europe - La BCE doit mettre à disposition de la Banque Européenne d'Investissement à des taux proches de 0 % de quoi financer un vaste Plan Européen d'Economie d'Énergie

Dans les pays- D'après **le rapport de Nicholas Stern**, pour lutter contre le dérèglement climatique comme pour baisser nos factures de pétrole ou de gaz, il faut investir chaque année 1 % du PIB dans des travaux d'économies d'énergie.

Les économies d'énergie obtenues suite aux travaux dans les habitations seront reversées à une société de tiers-investissement, public-privé qui aura financé les améliorations.

Pour inciter les entreprises et les salariés à réduire le temps de travail, l'Etat accordera une baisse des charges sociales. Il financera les embauches grâce aux économies réalisées avec les indemnités de chômage.

UN AUTRE PARTAGE DES REVENUS

Peut-on accepter, notamment dans les entreprises des écarts de revenus tels que les écarts deviennent indécents ? Nos élus ne devront pas oublier la devise qui fonde notre République sur des principes fondamentaux, la Liberté mais aussi l'Égalité et la Fraternité.

Un financement à la mesure des enjeux par **UNE BANQUE PUBLIQUE D'INVESTISSEMENT** consacrant des crédits octroyés à l'Économie sociale et solidaire, mais aussi renforçant les financements solidaires (banques et assurances éthiques, mutuelles et coopératives, fonds d'investissement, fonds de garanties).